

Canada : brutalité systémique contre les autochtones

mercredi 1er juillet 2020, par [PALMATER Pamela](#) (Date de rédaction antérieure : 22 juin 2020).

Le débat en cours sur la question de savoir si le racisme existe à la GRC est une distraction par rapport à l'impact réel de la violence racialisée sur les peuples autochtones. Le racisme, le sexisme et la corruption existent à la GRC, et ce depuis de nombreuses décennies. Ces faits ne sont pas contestables. Les nombreuses enquêtes, commissions, enquêtes, actions civiles individuelles, recours collectifs et statistiques horribles ne laissent aucun doute sur le fait que la GRC se livre régulièrement à des actes de profilage racial, de harcèlement, d'arrestations excessives, de brutalité, de violence sexualisée et de meurtres de peuples autochtones à des taux extrêmement élevés. des taux disproportionnés. Ils commettent également ces mêmes actes de violence raciale contre nos frères et sœurs noirs. Ce qui aggrave les choses, c'est que la GRC le fait en toute impunité.

Pour que les peuples autochtones soient en sécurité sur leur propre territoire, nous avons besoin de changements immédiats et radicaux dans les lois, les politiques et la gouvernance de l'application des lois au Canada ; pas de faibles recommandations qui dansent sur les bords du statu quo. Pendant des années, confrontés à la violence racialisée contre les peuples autochtones par la police, les enquêteurs et les porte-parole de la police ont recommandé des choses comme la sensibilisation à la culture ou la formation à la sensibilité culturelle comme si le problème était la différence culturelle. Mais le problème n'a jamais été lié à la culture autochtone. Le problème a toujours été lié à la culture policière raciste, violente et corrompue.

Les dernières semaines de protestations partout au Canada et aux États-Unis ont consisté à repousser les expériences quotidiennes et les traumatismes infligés aux peuples noirs et autochtones par les forces de police racistes. Des milliers de familles ont été touchées à jamais par la sur-incarcération des mères, des pères et des enfants noirs et autochtones. Des milliers de vies noires et autochtones ont été perdues à cause de violences policières non provoquées. Des milliers de femmes et de filles autochtones ont été maltraitées, exploitées, disparues et assassinées avec peu d'aide de la police. En fait, les policiers sont souvent les auteurs de violences sexuelles contre les femmes et les filles autochtones.

L' [enquête Deadly Force de la](#) CBC a révélé que pendant une période de 17 ans, bien qu'ils ne représentent que 3 à 4% de la population, les peuples autochtones représentaient 16% des personnes tuées par la police. Au Manitoba et en Saskatchewan, les statistiques atteignent respectivement 55 et 63%. Au Québec, les Autochtones sont quatre fois plus susceptibles d'être tués par la police que les Blancs et 10 fois plus en Nouvelle-Écosse. Le Globe and Mail a également constaté que sur une période de 10 ans, plus de 36% des assassinats de la GRC impliquaient des peuples autochtones. Puisque la [GRC ne recueille pas de données fondées sur la race](#) ce nombre est probablement beaucoup plus élevé. Un rapport de 2013 de [Human Rights Watch](#) sur la GRC dans le nord de la Colombie-Britannique a documenté de nombreux rapports d'agressions physiques et

sexuelles d'agents de la GRC contre des femmes et des filles autochtones. Des récits similaires sont courants dans tout le pays, mais nous n'avons toujours pas accès aux dossiers disciplinaires de la police pour comprendre toute l'étendue du problème.

Nous n'avons pas besoin d'être des experts pour lire les gros titres des médias au cours des derniers mois seulement et voir que la GRC fait l'objet d'une enquête au Nunavut pour avoir tiré sur trois personnes, dont deux sont décédées, ainsi que pour avoir été poursuivies dans le cadre d'un [recours collectif](#) pour années de dommages aux peuples autochtones. La GRC fait également l'objet d'une enquête au Nouveau-Brunswick pour avoir tué par balle deux Autochtones en l'espace d'une semaine. La GRC de l'Alberta fait également l'objet d'une enquête pour le passage à tabac brutal d'un chef de Première Nation non armé et la GRC de Yellowknife fait actuellement l'objet d'une enquête pour un autre passage à tabac brutal d'un Déné non armé. De même, la GRC en Colombie-Britannique est poursuivie pour [600 millions de dollars](#) dans un recours collectif pour leurs échecs flagrants en ce qui concerne les femmes et les filles autochtones assassinées et disparues. Cela n'inclut pas tous les agents de la GRC de partout au pays [accusés d'agression sexuelle](#).

Pourtant, malgré cette crise nationale de sécurité publique de services de police racistes et violents, tous les ordres de gouvernement au Canada ont refusé de demander des comptes à la GRC et à d'autres forces policières. Nous ne connaissons même pas toute l'ampleur de la crise car la plupart des informations sont tenues à l'écart du public. Malgré des décennies d'appels à des réformes policières et d'innombrables promesses creuses faites par les commissaires de la GRC et les représentants du gouvernement pour donner suite aux recommandations de tant d'enquêtes, ils n'ont pas réussi à le faire et les peuples autochtones paient le prix de leur vie. La police n'est ni désireuse ni capable de réformer sa culture policière raciste. Personne n'a plus le temps pour les « premiers pas importants » ou les « meilleurs efforts ». Bien que de nombreux Canadiens soient scandalisés par les rapports, les photos et les vidéos de la violence de la GRC contre les peuples autochtones et demandent des changements,

Confronté à des semaines de protestations, à une mauvaise publicité et à une vidéo d'agents de la GRC [battant](#) un chef non armé Allan Adam, le premier sous-commissaire et commandant de la GRC pour l'Alberta, Curtis Zablocki, a d'abord [nié l'](#) existence de racisme dans les services de police au Canada ou en Alberta. C'est le même sentiment que fait écho à la commissaire de la GRC, Brenda Lucki, qui a [déclaré](#) que le racisme systémique n'existe pas au sein de la GRC, mais qu'il pourrait y avoir des préjugés inconscients chez certains de ses membres qui devront rendre des comptes. Zablocki et Lucki ont tous deux tenté de revenir sur leurs déclarations, seulement après que des appels aient été faits pour leur démission. Sans surprise, leurs positions révisées ne diffèrent pas substantiellement de leurs déclarations originales.

La déclaration originale de Lucki admettait des préjugés inconscients mais ne visait pas la violence racialisée au sein de la GRC, et sa deuxième déclaration admettait le racisme systémique, mais uniquement dans le sens de structures institutionnelles pouvant créer des barrières involontaires. Elle a conclu en disant que la GRC ne tolérera pas ceux dont les actions ne sont pas conformes aux valeurs fondamentales de la GRC – mais c'est exactement le problème. Les valeurs fondamentales de la GRC [reposent sur le racisme et la violence contre les peuples autochtones depuis sa création](#). Les valeurs fondamentales du racisme de la GRC sont ce qui leur permet à maintes reprises de déterminer que le recours à la force par leurs agents était justifié en brutalisant ou en tuant des peuples autochtones. C'est leur culture inébranlable du racisme, du sexisme, de la corruption et de la violence qui explique pourquoi ils sont devenus connus comme « [Disgrâce royale canadienne](#) ».

Faire de petites réformes progressives considérées comme sûres ou non controversées n'a pas fonctionné. La recommandation souvent citée pour une formation à la sensibilisation à la culture ou à la sensibilité culturelle situe le problème entre la culture autochtone et la culture policière raciste.

Le profilage racial, la brutalité, la violence sexuelle et les meurtres sont contraires à la loi, que la GRC comprenne ou non nos cultures mi'kmaw, haïda ou dénée. Nous ne parlons pas de préjugés inconscients, d'obstacles involontaires ou de manque de connaissances sur les cultures. Nous parlons de profilage racial conscient et intentionnel, de ciblage, de harcèlement, de brutalité, de violence sexuelle et de meurtres de peuples autochtones et de Noirs à des taux nettement disproportionnés par rapport aux Blancs. Faire des excuses, comme le mythe populaire de quelques mauvaises pommes, n'est pas seulement inexact en fait, c'est dangereux.

En 2017, le [rapport de la vérificatrice générale](#) sur les nombreuses poursuites contre la GRC a révélé que la GRC est plus soucieuse de protéger son image que de traiter avec les agresseurs de la force. L'AG a également noté que personne n'avait été congédié pour comportement inacceptable malgré les 85 actions civiles intentées contre la GRC. Même la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes concernant la GRC (CRCC) est en proie à ses propres allégations de harcèlement. Mais même s'il fonctionnait correctement, *le Hill Times* a révélé que le CRCC [n'a publié aucun rapport sur son site Web depuis 2017](#) 2017 et que la grande majorité des plaintes contre la GRC ne sont jamais rendues publiques.

Nous sommes tenus au courant des problèmes au sein de la GRC, un peu comme les organismes spéciaux d'enquête ou de surveillance des autres forces de police où peu, voire aucun, ne sont jamais reconnus coupables de crimes. Dans l'Unité indépendante d'enquête du Manitoba, il y a eu moins d'une poignée d'accusations. Dans l'Unité des enquêtes spéciales de Toronto, moins d'un demi pour cent des cas aboutissent à la condamnation d'un policier. Le Bureau des Enquêtes Indépendantes du Québec a un dossier parfaitement honteux : aucun policier n'a jamais été condamné au criminel. La police policière ne fonctionne pas, pas plus que les organes de contrôle semi-indépendants qui sont souvent composés d'anciens policiers ou de ceux qui travaillent en étroite collaboration avec la police. C'est particulièrement le cas étant donné que ces organes n'ont souvent pas le pouvoir d'obliger la police à témoigner ou à partager leurs dossiers. Les récents assassinats d'autochtones par la GRC au Nouveau-Brunswick devraient être examinés par la surveillance policière du Québec. Il suffit de dire que ce n'est pas bon signe.

La seule façon de mettre un terme au racisme et à la brutalité de la GRC contre les peuples autochtones est de déclassifier, de déconstruire et de financer l'institution elle-même. Que la GRC existe ou non à l'avenir, nous devons faire l'important travail de la tenir responsable de tous ses abus à ce jour, ce qui nécessite la déclassification de ses dossiers. Cela signifie que nous devons ouvrir les livres sur les dossiers disciplinaires de la GRC, les dossiers de plainte et les enquêtes, les photos, les vidéos et les preuves, ainsi que toutes les données statistiques et informations sur toutes les poursuites civiles et internes réglées par la GRC (avec les protections de la vie privée associées pour victimes). Ce n'est qu'une fois que nous avons déclassifié ces informations que nous pouvons commencer à demander des comptes aux agents de la GRC. Ce n'est pas comme si nous n'avions pas essayé d'accéder à ces informations. Plusieurs fois, sans les défenseurs autochtones et noirs, experts des droits de l'homme et l'accès des médias aux demandes d'informations et aux enquêtes, nous n'aurions pas accès aux statistiques limitées que nous faisons. Les organes conventionnels des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ont également formulé de nombreuses recommandations concernant la collecte de données ventilées par race et par sexe normalisées et l'accès aux informations de la police et des gouvernements en général.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[Pam Palmater](#), extrait d'un texte paru dans Canadian Dimension , 15 juin 2020

<http://alter.quebec/canada-brutalite-systemique-contre-les-autochtones/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)